



Direction générale des Services techniques  
Direction Voirie - Espaces Publics

Objet : **N° 5 IMP FAURE - Destination temporaire - Déménagement**

LE MAIRE DE LA VILLE D'ARLES

VU

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative et aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
  - le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,
  - l'Article R.610-5 du Code Pénal,
  - les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route,
  - l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028, en date du 4 juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles
- 
- Considérant la requête de MR JOSE MOREIRA, adressée par courrier en date du 22 août 2023 date par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'organiser le déménagement le **Lundi 28 août 2023** ,
  - Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité, le bon ordre public, sur l'ensemble de la Commune.

### ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le stationnement du véhicule de M. JOSE MOREIRA est exceptionnellement autorisé :

- **RUE FAURE au droit du N° 18 pour un déménagement au droit du N° 5 IMP FAURE le 28/08/2023 de 16:00:00 à 19:00:00**
- Tous conducteurs de véhicules contrevenants seront poursuivis conformément aux lois en vigueur

ARTICLE 2 : Les panneaux relatifs au stationnement seront fournis et mis en place 48 H avant la date d'autorisation de stationner par MR JOSE MOREIRA.

ARTICLE 3 : Le passage aux bornes se fera par lecture de plaque d'immatriculation à réception de la carte grise

du pétitionnaire et après prise en compte du fonctionnement du passage aux bornes par celui-ci en retour de mail.

ARTICLE 4 : La pré-signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection du déménagement nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par MR JOSE MOREIRA.

L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

ARTICLE 5 : En tout état de cause, la continuité du cheminement piétons protégé de la circulation d'une largeur de 1,40 m minimum, devra être maintenue.

ARTICLE 6 : MR JOSE MOREIRA évitera toute activité hors de l'emprise du déménagement.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire prendra toutes dispositions nécessaires pour permettre aux riverains et à leurs fournisseurs d'accéder aux habitations.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication et/ou notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application « télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

ARTICLE 9 : MR JOSE MOREIRA demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution du déménagement ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection du déménagement.

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 : Mme. la Directrice Général des Services , M. Le Commissaire Divisionnaire, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 12 : L'ampliation du présent arrêté sera notifiée à M. JOSE MOREIRA- 17 Rue du Val - 45740 LAILLY EN VAL.

Arles, le 22 août 2023

Le Maire d'Arles

Patrick de Carolis

